

Les enjeux politiques dans les sept grandes régions : coup de sonde dans les cantons

Autor(en): **Boder, Willy / Imsand, Christiane / Maurer, Christian U.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **26 (1999)**

Heft 4-5

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912684>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les enjeux politiques dans les sept grandes régions

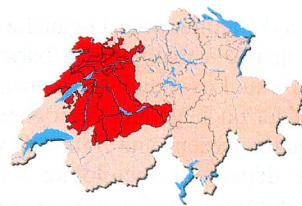
Coup de sonde dans les cantons

Les personnes politiquement actives en Suisse s'intéressent avant tout à la situation dans leur canton. Des journalistes au fait des réalités locales font un tour d'horizon des enjeux politiques dans les sept grandes régions de Suisse: Zurich, la Suisse orientale, la Suisse centrale, le Tessin, la Suisse du Nord-Ouest, l'Espace Mittelland et l'Arc lémanique.



Même les membres du parlement doivent parfois se retirer...

Politiquement hétérogène, l'Espace Mittelland



Le parti démocrate-chrétien (PDC) constitue, avec la moitié des six sièges fribourgeois au Conseil national, la formation politique la plus puissante.

Comment résistera-t-il à l'effritement du centre au profit de la droite dure

Willy Boder*

constaté au niveau national? C'est la principale inconnue des élections de cet automne. D'autant que la locomotive du parti, Joseph Deiss, a quitté les

rangs du Conseil national pour siéger au gouvernement. L'Union démocratique du centre (UDC), qui ne recueille que 6% des voix dans le canton, a peu de chance de regagner le siège perdu en 1995. La gauche, très divisée, pourtant forte de 30% de l'électorat, espère obtenir un deuxième siège, alors que le parti radical, allié au PDC, tentera de faire d'une pierre deux coups: maintenir son siège au Conseil national et ravir le fauteuil socialiste au Conseil des Etats. Le sixième fauteuil ne devrait pas échapper au parti chrétien-social, grâce à la forte personnalité du député syndicaliste sortant.

Le PSS avec une liste femmes

Les cinq sièges neuchâtelois au Conseil national sont occupés par deux radicaux, un libéral, et deux socialistes. L'enjeu principal des élections de cet automne est interne à la droite. En 1995, le parti radical avait raflé un siège au parti libéral. Or ce dernier est bien décidé à le récupérer, au détriment de Claude Frey, qui s'agite depuis vingt ans à Berne. Le parti socialiste devrait conserver ses deux sièges, mais la députation sortante, formée de deux hommes, pourrait être malmenée par l'électorat féminin. Les femmes socialistes se présentent sur une liste séparée et aimeraient placer l'ancienne conseillère nationale Heidi Deneys au Conseil des Etats. La surprise pourrait également venir d'un candidat écologiste, Fernand Cuche, responsable de l'Union des producteurs suisses, petit syndicat d'agriculteurs.

Résultats programmés

La campagne électorale sera calme dans le Jura. «On prend les mêmes et on recommence», indique un observateur attentif de la vie jurassienne. Bien en place, les deux candidats sortants du Conseil national, un socialiste et un démocrate-chrétien, devraient assurer leur réélection sans trop de problèmes. Tout au plus le candidat démocrate-chrétien pourrait-il perdre quelques voix en raison du manque de soutien apporté au ministre Jean-François Roth dans la course, perdue, au Conseil fédéral. La même répartition des sièges, un socialiste, un PDC, est attendue au Conseil des Etats. Faute de fortes personnalités, les ambitions du parti radical ne devraient pas se concrétiser.

* Willy Boder est correspondant du journal «Le Temps» dans la région du Mittelland.

Fin du monopole bourgeois au Conseil des Etats ?

Le débat national sur le renforcement de l'UDC de Christoph Blocher au détriment du PDC et du parti radical (PRD) ne concerne guère le canton de Berne, où l'UDC, modérée, fait alliance avec le PRD. Le PDC, qui ne possède qu'un siège sur 27 au Conseil national, est absent du débat politique.

L'affrontement opposera donc plus simplement la gauche (8 sièges socialistes et 2 sièges écologistes) à la droite (8 sièges UDC et 4 PRD). L'inconnue réside dans la manière dont l'électorat attribuera les cinq sièges généralement flottants entre l'extrême droite et la gauche alternative. Il est possible que, faute d'une UDC bien profilée à droite, les «Neisagers» reportent leurs voix sur le parti de la Liberté et les Démocrates suisses. La bataille au Conseil des Etats promet d'être très ouverte. La gauche, qui lance dans la bataille Simonetta Sommaruga, représentante des consom-

matrices, détiennent pour la première fois depuis 1959 la possibilité de bouculser le tandem de droite UDC-PRD.

Percée de l'UDC ?

L'UDC va-t-elle confirmer, au Conseil national, le raz-de-marée (10 sièges d'un coup) qui s'est produit il y a deux ans lors des élections au Grand Conseil ? C'est l'enjeu et la principale inconnue des élections fédérales sur sol soleurois. Le refus de toute alliance électorale entre le PRD (2 sièges sur 7) et le PDC (2 sièges sur 7) renforce les chances de l'UDC d'entrer au Conseil national. Le parti socialiste (2 sièges sur 7 au National) croisera surtout le fer au Conseil des Etats, où il compte sur le retrait d'une élue PDC très populaire, Rosemarie Simmen, pour placer le leader syndicaliste Ernst Leuenberger. La gauche a effectivement de bonnes chances de bouculser le tandem de droite en place depuis une dizaine d'années.



Les trois Confédérés, imperturbables, regardent la vue d'ensemble.

national, la gauche et les écologistes ont stabilisé leur représentation en 1995, avec un total de 7 sièges. C'est entre les partis bourgeois qu'on a constaté des glissements: les démocrates-chrétiens ont conquis un siège aux dépens des libéraux grâce à la candidature d'un animateur radio très populaire, Jean-Charles Simon. Celui-ci renonçant à briguer sa chance une seconde fois, les compteurs sont remis à zéro. Le parti radical (5 sièges) reste la formation de droite la plus puissante, devant le parti libéral (3 sièges), tandis que l'UDC, autrefois bien implantée à la campagne, se contente d'un strapontin.

Globalement, l'équilibre des forces ne devrait pas être bouleversé cet automne. C'est au Conseil des Etats que se fera la bataille gauche-droite. Le duo radical-libéral part favori avec une candidature homme-femme soutenue par toute la droite. Celle-ci a d'ailleurs renforcé ses positions lors des dernières élections cantonales.

L'effritement du PDC

En Valais, le climat politique est marqué par l'effritement du tout puissant parti démocrate-chrétien. Tout a commencé en 1997 avec l'élection du conseiller national Peter Bodenmann au gouvernement valaisan. Cette élection a fait figure de séisme dans un canton où les radicaux constituaient jusqu'alors le seul contrepoids au PDC. Deux ans plus tard, les Valaisans ont confirmé cette nouvelle orientation en élisant un autre socialiste pour remplacer Peter Bodenmann.

nal, les socialistes en comptent 10, l'UDC 9, les radicaux 6, les Verts 2, l'Alliance des Indépendants 2, les démocrates-chrétiens 2, le parti évangélique 1, le parti de la Liberté 1 et les Démocrates suisses 1. Six de ces sièges sont vacillants

Christian U. Maurer*

dans la mesure où il n'avaient été attribués que dans le calcul des suffrages restants en 1995. Trois d'entre eux appartiennent au parti socialiste, l'UDC, le PDC et l'AdI en ayant un chacun.

Malgré sa progression constante dans les années 90 et le fait que la présidente du parti national, Ursula Koch, figure en tête de liste à Zurich, le parti socialiste aura du mal à défendre une représentation aujourd'hui disproportionnellement élevée. En 1995, il avait obtenu deux sièges supplémentaires grâce aux suffrages restants et un troisième grâce à un transfuge.

L'UDC se lance pour sa part dans la campagne électorale au mieux de sa forme. Elle peut escompter des sièges supplémentaires. Dans toutes les élec-

tions de la décennie, elle a massivement augmenté sa représentation et donne aujourd'hui le ton dans toute la Suisse grâce à l'influence de son stratège Christoph Blocher. Lors des élections cantonales du printemps dernier, elle a en outre ravi au parti radical la place de premier parti bourgeois.

Autrefois fier porte-drapeau de l'économie zurichoise, le parti radical a régulièrement perdu des suffrages et des sièges depuis la fin des années 80. La base doute et en veut aux caciques du parti. Lors de l'attribution des places sur la liste électorale, le parti a bien tenté d'imposer de nouvelles têtes au détriment des sortants, mais sans succès.

Dernière les trois grands partis, les petits vont se battre pour éviter de nouvelles pertes. Leur part de l'électorat zurichois est descendue d'un tiers à un quart cette dernière décennie.

L'élection au Conseil des Etats ne devrait pas réserver de surprise. Les deux sortants – Vreni Sperry (PRD) et Hans Hofmann (UDC) – ont été désignés par leur parti et devraient être réélus sans problème.

L'Arc lémanique sous influence de gauche



L'échec de l'assurance-maternité en votation populaire a mis en évidence les différences culturelles qui distinguent Romands et Alémaniques. Elles imprègnent également la campagne pour le renouvellement du parlement. C'est la gauche qui sert d'exutoire aux mécontents.

Christiane Imsand*

Lors des dernières élections fédérales, en 1995, Genève a enregistré une forte progression de la gauche, au point que celle-ci domine actuellement la députation cantonale au Conseil national, avec 6 représentants contre 5 pour la droite. Elle a également conquis un siège au Conseil des Etats grâce à la candidature de Christiane Brunner, qui

était alors co-présidente de l'Union syndicale suisse.

Les bourgeois sur la défensive

La difficulté, pour la gauche genevoise, consiste à maintenir la barre au même niveau. Les socialistes pourraient devoir céder un siège aux écologistes, d'autant qu'ils perdent une figure de proue avec le départ du sociologue Jean Ziegler, contraint pour des raisons statutaires de tenter sa chance sur une autre liste. Les démocrates-chrétiens et les libéraux vont en profiter pour essayer de regagner le terrain perdu en 1995, alors que les radicaux peuvent espérer conserver leurs deux sièges. La droite est sur la défensive, car les élections municipales du printemps dernier ont démontré que le virage à gauche de Genève ne correspondait pas à une simple poussée d'urticaire.

Au Conseil des Etats, une surprise est improbable. Le duo féminin radical-socialiste élu en 1995 s'est révélé très complémentaire. Il paraît inébranlable. Dans le canton de Vaud, qui envoie pas moins de 17 députés au Conseil na-

* L'auteur est correspondante parlementaire de la «Tribune de Genève».

La campagne pour les élections fédérales prend dès lors une autre dimension. Au Conseil national (7 sièges), une érosion démocrate-chrétienne profiterait en priorité aux socialistes, qui peuvent espérer gagner un second siège. Actuellement, les radicaux en ont deux et le PDC quatre. Mais, comme dans le canton de Vaud, la véritable bataille se fera pour le Conseil des Etats. Avec Uri, le Valais est actuellement le seul canton de Suisse dont les deux sièges sont aux mains du même parti, en l'occurrence le PDC. Reste à savoir si la suppression de ce monopole profitera à un radical ou à un socialiste.

Zurich sous le signe de l'UDC



A Zurich, les élections fédérales font trembler tous les partis, sauf l'UDC, qui donne le ton. Tous, de la gauche à la droite, auront du mal à maintenir simplement leurs mandats. Des 34 sièges que compte le canton au Conseil natio-

* Christian U. Maurer est chef de la rédaction zurichoise de l'Agence télégraphique suisse (ATS).

Coude-à-coude dans le Nord-Ouest de la Suisse



Il y a quatre ans, le parti socialiste de Bâle-Ville a remporté quatre sièges lors des élections au Conseil national. Cette victoire a été possible grâce à une

alors que le PDC tentera de reconquérir le fauteuil perdu il y a quatre ans.

Michael Müller et Hansruedi Schär*

alliance gauche-verte. Seuls deux mandats sont restés dans le camp bourgeois (1 radical et 1 libéral). Le PDC a perdu le troisième siège bourgeois au profit des socialistes.

Après la décision des deux partis du centre, le parti social-démocrate et le parti évangélique, de partir en campagne ensemble cette année, trois grands blocs sont aux prises dans le demi-canton. Comme la conseillère nationale Margrith von Felten a quitté l'été dernier le parti socialiste pour rejoindre le groupe des Verts, les socialistes espèrent pouvoir défendre cet automne au moins trois de leurs sièges. Ils misent sur la candidature de l'ancienne conseillère nationale des Organisations progressistes de Suisse (Poch) Anita Fetz. Côté bourgeois, radicaux et libéraux défendent chacun leur siège,

Dure bataille à Bâle-Campagne

L'automne électoral promet d'être tendu à Bâle-Campagne. Les socialistes doivent remplacer leurs deux mandataires de longue date Angéline Fankhauser et Theo Meyer. Désunis, les Verts se sont finalement réconciliés, afin de défendre unis le siège de Ruth Gonseth. Quant au PRD, il ne devrait pas avoir de problème à faire réélire Hans Rudolf Gysin. Il paraît en revanche improbable qu'il puisse regagner un second mandat au Conseil national. Le PDC ambitionne uniquement de conserver le siège de Ruedi Imhof. Enfin, l'UDC défend également le mandat de son sortant, Caspar Baader. On peut déjà pronostiquer que l'alliance électorale bourgeoise ne parviendra pas à remporter un quatrième siège. Car,

*Michael Müller (BS/BL) et Hansruedi Schär (AG) sont rédacteurs régionaux de la radio DRS.

malgré les tiraillements liés à la levée ou non de son immunité, le président des Démocrates suisses (DS), Rudolf Keller, semble pratiquement assuré de sa réélection.

La bataille pour l'élection au Conseil des Etats est également intéressante. Le radical René Rhinow ne se représente pas. Trois candidats briguent sa succession: le radical Hans Fünfschilling, conseiller d'Etat en charge des finances cantonales, le socialiste Claude Janiak et l'écologiste Ruth Gonseth – ces deux derniers candidats également au Conseil national. On s'achemine donc vers un second tour. A Bâle-Ville, le sortant Gian-Reto Plattner, socialiste, brigue un nouveau mandat.

L'UDC forte en Argovie

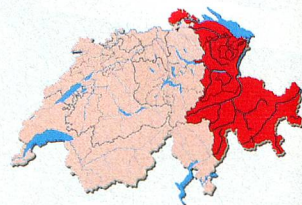
Victorieuse lors des élections au Grand Conseil argovien en 1997, l'UDC devrait poursuivre sur sa lancée en octobre. Mais comme elle a déjà besoin d'environ 5% des voix pour conserver le quatrième siège hérité du transfuge Ulrich Giezendanner, du parti de la Liberté, un gain de siège semble exclu. Il ne devrait pas y avoir de changement touchant les socialistes, les radicaux (chacun 3) et le PDC (2).

Par contre, des modifications sont possibles pour les petits partis par le jeu des apparentements. Ainsi, on peut s'attendre à ce que l'Alliance des Indépendants (AdI), en dissolution, perde son siège au profit du parti évangélique (PEP). Et le parti de la Liberté risque de disparaître de la scène nationale après son échec lors des élections cantonales. Les Démocrates suisses pourraient en tirer le bénéfice. Le siège des Verts, qui se sont apparentés aux socialistes, vaille aussi.

Pour le Conseil des Etats, la réélection du démocrate du centre Maximilian Reimann semble assurée. Le deuxième siège, occupé jusqu'à présent par le radical Willi Loretan, est à présent disputé. Les chances du PRD de le conserver avec le conseiller d'Etat Thomas Pfisterer sont pourtant intactes. Seul le PDC pourrait représenter une menace avec la députée et avocate Doris Leuthard.

Comme un deuxième tour est probable, les chances des socialistes de pouvoir jouer les trouble-fête sont minces. Quant aux candidatures des Démocrates suisses, des évangéliques et des Verts, elles servent avant tout de promotion pour les élections au Conseil national. ■

L'UDC va gagner en Suisse orientale



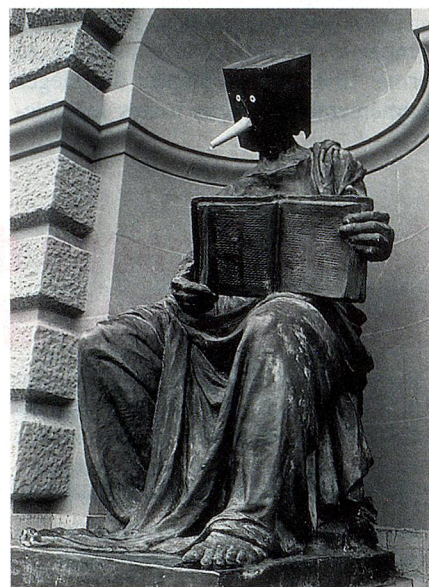
L'UDC a une chance de devenir le deuxième parti dans le canton cinq ans seulement après sa création. Avec sa locomotive Toni Brunner, le plus jeune con-

encore du terrain, le parti n'a pas voulu que ce dernier se présente au Conseil des Etats, préférant présenter ici un député inconnu de la vallée de la Linth.

*Markus Rohner**

seiller national de Suisse, l'UDC saint-galloise a connu, ces dernières années, un essor insoupçonné.

Vu cette situation, les autres partis n'ont d'autre choix que de limiter les dégâts. Le dos au mur, radicaux et démocrates-chrétiens ont décidé pour la première fois d'apparenter leurs listes, ce qui est un événement sans précédent



Les contrôles rigoureux n'empêchent pas toujours les plaisantins de s'exprimer.

dans ce canton marqué jadis par le Kulturkampf. Tous deux visent à récupérer le siège perdu il y a quatre ans. Le PDC voudrait un cinquième siège, le PRD un troisième. Avec le retrait du conseiller national Josef Kühne, agriculteur qui a une longue carrière politique fédérale derrière lui, il manque toutefois au PDC une locomotive. Presque tous les espoirs reposent désormais sur Eugen David. Et de crainte de perdre

Bagarre aux Grisons

Le cinquième siège au Conseil national est vivement disputé depuis de nombreuses années aux Grisons. Les quatre partis gouvernementaux ont chacun un siège assuré. La question est de savoir qui en empochera un second. Il y a quatre ans, c'est le parti socialiste qui l'a eu. Les partis bourgeois ne l'entendent toutefois pas de cette oreille et espèrent, par un apparentement de leurs listes, ravir ce second siège à la gauche. L'UDC paraît la mieux à même de profiter d'une telle situation. Chose peu coutumière en Suisse, l'UDC a inscrit sur sa liste une candidate domiciliée à Zurich en la personne de l'ancienne secrétaire générale du parti suisse, Myrtha Welti-Hunger.

La Thurgovie connaît également une lutte acharnée pour un siège instable du Conseil national, qui ne cesse de changer de camp. Il est peu vraisemblable que le parti de la Liberté puisse conserver son siège thurgovien, car il est en déliquescence en Suisse orientale également.

Associé aux Verts, le parti socialiste a les meilleures chances de gagner ce siège. L'UDC devrait garder ses deux mandats et le PDC et le PRD chacun le leur. Les radicaux partiront toutefois en campagne sans leur locomotive Ernst Mühlemann.

Les jeux sont très ouverts pour l'élection au Conseil des Etats. Les deux sièges sont à repousser après les retraits de Hans Uhlmann (UDC) et Thomas Onken (PSS). Sept candidats ont déjà fait part de leur intérêt.

Pas de grands enjeux dans les petits cantons

Sans le retrait du conseiller national d'Appenzell Rhodes-Intérieures Rolf Engler (PDC), les élections seraient sans histoire dans les trois petits cantons de Suisse orientale (AR, AI et GL). En Appenzell Rhodes-Intérieures, on ignore encore si le PDC pourra garder le seul siège ou si celui-ci reviendra à un candidat sans parti ou du

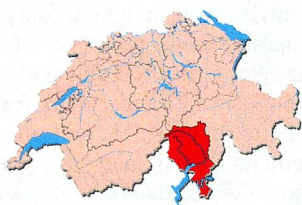
Domicilié à Altstätten (SG), Markus Rohner est correspondant en Suisse orientale pour différents journaux.

Groupe d'opposition pour les Rhodes-Intérieures. Le PDC a perdu sa plus forte locomotive avec l'élection, en mars dernier, de Ruth Metzler au Conseil fédéral à Berne.

A Glaris, le conseiller national Werner Marti (PSS) est à nouveau candidat. En Appenzell Rhodes-Extérieures, les socialistes vont chercher à récupérer le siège perdu il y a quatre ans par la gauche au profit de l'UDC. Leurs chances paraissent toutefois très incertaines. Le siège radical dans chacune des deux chambres du parlement est en revanche assuré.

Les élections au Conseil des Etats dans le canton de Schaffhouse s'annoncent passionnantes. Avec le départ des deux sortants, Kurt Schüle (PRD) et Bernhard Seiler (UDC), le PRD, l'UDC et le PSS briguent ces deux sièges. Et les socialistes présentent leur meilleure représentante féminine en la personne de la présidente du groupe parlementaire fédéral, Ursula Hafner. Cette dernière manquera en revanche sur la liste socialiste au Conseil national. ■

Le Tessin à un carrefour?



Une petite secousse politique s'annonce pour l'automne prochain en Suisse italienne: quatre des dix parlementaires tessinois à Berne (4 radicaux, 3 démocrates-chrétiens, 2 socialistes et un léguiste) ne se représenteront vraisemblablement pas. Il s'agit du conseiller aux Etats démocrate-chrétien Renzo Respini, ainsi que de son collègue de parti Remigio Ratti, conseiller national, du conseiller national Massimo Pini, ancien radical qui a rejoint le groupe des Démocrates suisses en cours de législature, et du socialiste Werner Carobio.

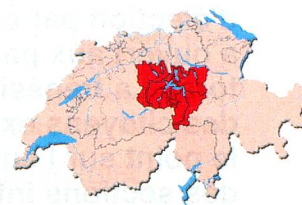
Ces élections représenteront non seulement un test de popularité pour les candidats, mais aussi pour les partis. Lors des élections cantonales du 18 avril dernier, la Lega dei Ticinesi a con-

firmé sa position de troisième parti du canton derrière le parti radical et le PDC, mais devant le PS. Aussi les socialistes craignent-ils de perdre un siège au National. En ce qui concerne le siège de Renzo Respini aux Etats, la bataille

est ouverte: actuellement, les socialistes semblent être les plus soucieux de ravir son siège au PDC. Ils le brigueront probablement avec l'ancien conseiller d'Etat Pietro Martinelli.

DB ■

Transformation du paysage politique en Suisse centrale



L'irruption de l'UDC dans le paysage politique de la Suisse centrale a commencé au début des années 90. Fortement marquées par l'aile zurichoise de

*Hanns Fuchs**

ce parti, les sections cantonales se sont enracinées à une vitesse sans égale. Pour les élections au Conseil national, les stratèges de l'UDC de Suisse centrale veulent engranger les récoltes de leur travail ciblé à la base.

A Lucerne, l'UDC a une courte, mais incroyablement fructueuse histoire. Lors des élections fédérales de 1995, elle est parvenue à arracher du premier coup le dixième siège, nouveau pour le canton. Lors des élections cantonales du printemps 1999, elle a littéralement fait le ménage. Avec plus de 18% des voix, elle s'est positionnée comme troisième force politique derrière le PDC et les radicaux (qui s'appellent «Liberalen» dans le canton de Lucerne). L'UDC dispose maintenant d'un potentiel d'électeurs plus important que les socialistes et les Verts réunis. Elle est pratiquement assurée de remporter un deuxième mandat au Conseil national et peut même en espérer un troisième. Les radicaux et les Verts doivent craindre pour leurs acquis. Les radicaux n'ont arraché leur troisième siège, un mandat restant, en 1995, qu'avec une marge très faible. Et les Verts ont pris leur siège uniquement grâce à un apparentement avec les socialistes.

Fulgurante ascension aussi à Zoug

Dans le canton de Zoug, l'UDC a connu une ascension tout aussi fulgurante qu'à

Lucerne. Lors des élections cantonales de l'automne 1998, elle est passée de trois à huit sièges au parlement cantonal. Grâce à la particularité du système électoral zougais (élection proportionnelle au gouvernement), elle a même fait son entrée dans l'Exécutif. Le grand perdant a été le PDC. Pourtant, son siège au Conseil national ne semble pas en danger. Et les socialistes devraient également pouvoir conserver le leur grâce à une alliance rouge-verte. La situation est en revanche critique pour les radicaux – Georg Stucky, homme d'affaires profilé au Conseil national, se retire. L'UDC flaire là sa chance.

Situation difficile pour les radicaux

Dans le canton de Schwyz, l'UDC peut s'appuyer sur une plus grande tradition. Elle y est issue d'un groupe qui a pratiqué pendant des décennies une politique de droite. En 1995, l'UDC a réussi son entrée au Conseil national grâce au populaire Peter Föhn, du Muotatal, qui a ravi le siège détenu jusqu'alors par les socialistes. Depuis, l'UDC s'est aussi copieusement servie lors des élections cantonales. En passant de cinq à douze sièges, elle a plus que doublé sa députation au parlement cantonal, avant tout au détriment des radicaux. Maintenant, les socialistes veulent reconquérir leur siège au Conseil national. Ils ont choisi comme candidat leur conseiller d'Etat Richard Wyrsh. Pourtant, la bataille se jouera moins entre lui et l'UDC Föhn qu'autour du siège des radicaux. Leur leader incontesté, Toni Dettling, radical de tendance néolibérale, veut passer du Conseil national au Conseil des Etats. Les radicaux se trouvent donc devant la lourde tâche de défendre leur mandat avec un nouveau candidat. ■

*Domicilié à Lucerne, Hanns Fuchs est correspondant parlementaire à Berne de la radio de la Suisse alémanique.